

Montréal, le 14 février 2020

L'honorable Carolyn Bennett
Ministre des Relations Couronne-Autochtones
Chambre des communes
Ottawa, ON K1A 0A6

La Conférence religieuse canadienne exhorte le gouvernement du Canada à faire tout ce qui est en son pouvoir pour résoudre de manière pacifique le conflit qui sévit actuellement sur le territoire de la Nation Wet'suwet'en.

Nous ne pouvons passer sous le silence l'opposition des chefs héréditaires Wet'suwet'en au projet de gazoduc Coastal GasLink. En accord avec les principes de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), nous faisons appel aux plus hautes instances afin que les pourparlers reprennent évitant ainsi une escalade ou le recours à la force.

Ce conflit met en lumière le besoin de changer en profondeur les relations entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones. Le fait que le cadre de négociation et de consultation actuel des gouvernements et de l'industrie ne repose que sur les conseils de bande dictés par la *Loi sur les Indiens* est problématique. Ce modèle est source de confusion et de conflits, particulièrement dans les territoires non cédés comme celui des Wet'suwet'en. Il soulève également de sérieuses questions quant au respect de la DNUDPA.

La réconciliation nécessite une transition des anciennes structures d'un système colonial vers de nouveaux modèles de gouvernance autochtone. La réconciliation exige également de mettre un terme à l'expulsion violente des peuples autochtones non armés qui défendent leurs terres lorsque les anciennes structures laissent à désirer.

Pour aller de l'avant, le Canada a besoin d'une meilleure approche ; une approche bien ancrée dans des principes et des structures de décolonisation.

Respectueusement,

Alain Ambeault, CSV
Directeur général
(514) 259-0856

info@crc-canada.org

CC : Le très honorable Justin Trudeau